



Déclaration FO : CAPA HC et classe Exceptionnelle des Certifiés du 27 août 2018

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPA des Certifiés,

Après de nombreux faux-départs et reports, cette Commission Administrative Paritaire est enfin réunie pour examiner les promotions à la hors-classe des enseignants du second degré dans le cadre PPCR, ainsi que la promotion à la toute nouvelle classe exceptionnelle. C'est la première année de mise en œuvre de PPCR avec des effets désastreux qui suscitent la juste colère des personnels.

PPCR et sa classe exceptionnelle préfigure l'inversion de la hiérarchie des normes dans la fonction publique en instaurant l'arbitraire et la pression administrative lié à des critères décidés localement, durant les « rendez-vous » de carrière notamment. C'est une remise en cause des garanties collectives et, sous prétexte d'individualisation des carrières, un instrument de renforcement de l'arbitraire.

Notons d'autre part, que les promoteurs de PPCR annonçaient l'accès à la hors-classe pour tous les personnels au 11^e échelon. Il n'en est rien, bien au contraire. En effet dans notre académie 75 collègues ayant atteint le 11^{ème} échelon ne sont pas promus. Ce nouveau système permet donc d'écarter un grand nombre de collègues échelon 11 de l'accès à la hors-classe.

Soulignons donc que nombre d'enseignants partiront à la retraite ces prochaines années sans avoir changé de grade, ce qui n'aurait pas été le cas précédemment. Notons que 12 certifiés nés avant 1956 pouvant prétendre à la retraite ne sont pas parmi les proposés.

Rappelons que le changement de grade de collègues aux échelons inférieurs à 11 a un coût global inférieur à la promotion d'enseignants échelon 11. L'économie ainsi réalisée permettrait-elle de financer ainsi la classe exceptionnelle à moyens constants ?

Il semble aussi que les avis donnés soient définitifs jusqu'à la promotion à la hors-classe. Or cela fige la situation des collègues qui se retrouvent sans possibilité d'amélioration. Nous demandons donc que les avis soient revus chaque année pour les collègues du 10^{ème} et 11^{ème} échelon de la période transitoire.

Pour la classe exceptionnelle, la prépondérance des avis du recteur dans le calcul du barème est inacceptable car arbitraire dans un barème qui ne

comporte que deux éléments très déséquilibrés : l'appréciation du recteur sur 140 points (s'appuyant sur des critères subjectifs définis localement et ne pouvant faire l'objet d'une contestation) et l'ancienneté seulement sur 48 points. L'appréciation du recteur est censée s'appuyer sur les avis des chefs d'établissement et des inspecteurs mais ces derniers ne sont que de simples appréciations littérales ne comportant pas de degrés (défavorable, réservé, favorable, très favorable) comme c'était le cas pour les promotions à la hors-classe, il est donc très difficile de vérifier si le principe de l'égalité de traitement a bien été respecté.

Tous les personnels du premier vivier sont promus mais leur nombre est inférieur au quota calculé et ces « places » non-pourvues sont désormais « perdues » et ne peuvent pas être récupérées par le vivier 2. Ce phénomène ne pourra que s'accroître année après année.

FO revendique que tout personnel ait accès à l'indice terminal de son corps. La hors-classe « PPCR » est une anticipation, dans l'Éducation Nationale, de la casse du statut de la Fonction publique, de l'individualisation tous azimuts, de la rémunération « au mérite » - projet du ministre de l'action et des comptes publics.

Force Ouvrière revendique :

- Un ratio promus/promouvables qui permette une augmentation significative du nombre de promus dans tous les corps ;
- un barème fondé essentiellement sur l'ancienneté ;
- le retour à la notation chiffrée, encadrée par des grilles nationales, prenant en compte l'avancement dans la carrière ;
- la fin de ce système d'avis pérennes et arbitraires ;
- le retour au droit effectif de contester sa notation ou son appréciation devant la CAPA.